

d'Allemagne, où sont actuellement cantonnées nos troupes, y adhérerait.

Monsieur l'Orateur, les buts avoués, lors de la fondation de cette Organisation, étaient les suivants, et je cite en anglais...

[Traduction]

Bref, les parties sont convenues de régler les conflits internationaux par des moyens pacifiques, de ne pas recourir aux menaces ou à la force «de quelque manière que ce soit qui ne serait pas conforme aux fins envisagées par les Nations Unies»...

[Français]

Or, dès la formation de cet organisme, l'URSS s'y est opposée énergiquement et a exercé toutes les pressions possibles en vue de la disloquer, ce qui, en définitive, consolidait ses espoirs de gagner à sa cause même certains des pays signataires.

Monsieur l'Orateur, en 1969, je prétends que l'URSS est en train de gagner son point, soit au moyen d'accords commerciaux, soit à la faveur des attitudes des pays qui font partie de l'organisme, et elle réussit, petit à petit, à faire retirer les troupes des divers pays.

La France, par exemple, qui est directement en cause, étant voisine de l'Allemagne de l'Ouest, où les troupes sont cantonnées, a retiré ses effectifs. Elle est demeurée membre de l'OTAN, mais avec à peu près aucune troupe à l'extérieur de son territoire.

Monsieur l'Orateur, je dis qu'actuellement le Canada est dans une impasse. On nous demande de retirer nos troupes de l'Allemagne pour satisfaire le désir de l'URSS.

● (4.50 p.m.)

D'un autre côté, les États-Unis affirment qu'au cas d'agression, il faut garder des troupes en Allemagne de l'Ouest. Le nœud de ce problème réside dans le fait que plusieurs pays d'Europe craignent d'assister à la réunification de l'Allemagne.

On nous l'a dit en Russie, en 1964, alors qu'une délégation parlementaire canadienne avait accepté l'invitation du Kremlin. On a une peur noire de la réunification de l'Allemagne. La France éprouve la même crainte.

Au Canada, nous ne savons trop que penser au sujet de notre rôle au sein de l'OTAN. Comme le disait tantôt le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas), le premier ministre nous dit que nous allons peut-être retirer nos troupes ou que peut-être nous ne les retirerons pas.

**M. Lewis:** Réduire nos effectifs.

**M. Caouette:** Les réduire, mais éventuellement les retirer. Tel est le but que cherche à atteindre le gouvernement.

**M. Lewis:** Non.

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, on désire réduire nos effectifs, mais dans quel sens?

C'est le chef de l'opposition, je crois, qui a demandé si nous allions retirer 12 militaires de nos troupes de l'OTAN.

Monsieur l'Orateur, une chose est certaine, cependant: la Russie veut que nous réduisions le plus possible nos effectifs et les États-Unis s'y opposent. Voilà la situation dans laquelle se trouve le gouvernement canadien.

Le premier ministre, pour ne déplaire à personne, nous dit, aujourd'hui, que nous ferons quelque chose, que nous devrons nous adapter aux conditions actuelles. Nous ne devons plus adopter une politique extérieure conforme à la politique militaire, mais adopter une politique militaire conforme à notre politique extérieure.

Autrefois, les bonzes de l'Armée dictaient au ministère et au gouvernement la façon dont ils devaient agir, et le gouvernement a docilement accepté ces suggestions et ces exigences.

Monsieur l'Orateur, comme le disait tantôt le premier ministre, nous devons réviser notre participation à l'OTAN, qui date du 4 avril 1949. Le premier ministre nous dit que, dorénavant, les objectifs du Canada doivent être la paix et la justice dans le monde.

Je me demande si nous avons vraiment besoin de garder des troupes en Allemagne et dans tous les pays d'Europe membres de l'OTAN. Je sais que certains pays désirent que leurs troupes demeurent là-bas. Ils ne sont pas intéressés à les rapatrier.

En Allemagne, nos soldats sont actuellement en vacances, ce qui coûte énormément cher aux contribuables canadiens.

Je sais pourquoi ces militaires ne désirent pas revenir au Canada. Ces soldats se demandent ce qui leur arrivera dès leur retour au pays. «Serons-nous d'anciens combattants? Aurons-nous à travailler à quelque chose de nouveau? Nous sommes militaires depuis déjà peut-être 10, 12, 15 ou 20 ans et nous sommes en Europe depuis cinq ans. Que ferons-nous à notre retour au Canada?» Voilà autant de questions qu'ils se posent.

Un fait demeure, cependant; une fois de retour au Canada, nous ne pourrions pas les jeter à la rue. Nous allons continuer de leur verser une solde. Quant au ministère de la Défense nationale, il ne pourra pas économiser 5c. Le premier ministre pourra dire, cependant, que nous avons réduit nos effectifs outre-mer.

Le Canada seul ne saurait, même avec ses armements ou son armée outre-mer, maintenir la paix en cas d'agression. Avec des «tire-poils» et les «sling-shots» dont elles disposent, je ne crois pas que nos Forces armées soient très efficaces. A mon sens, la paix et la justice sont des objectifs louables à poursuivre, mais,